



Au camp des Milles, Emmanuel Macron appelle à « résister à l'engrenage » de la haine raciste et antisémite

Le chef de l'Etat s'est rendu lundi au mémorial de l'ancien camp d'internement français, dans les Bouches-du-Rhône, d'où 2 000 juifs ont été déportés vers Auschwitz en 1942. Emmanuel Macron et le président de la Fondation du camp des Milles, Alain Chouraqui, visitent le mémorial, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), le 5 décembre 2022. CHRISTOPHE SIMON / AP

Entre les poutres massives de l'ancienne briqueterie, Emmanuel Macron se figure un instant les 10 000 hommes, femmes et enfants qui ont été parqués là, dans la poussière d'argile, tenaillés par la faim et la peur, entre septembre 1939 et fin 1942.

Ce lundi 5 décembre, le chef de l'Etat arpente les entrailles ocre du camp des Milles, qui fut le plus grand centre d'internement du sud-est de la France, situé à quelques kilomètres d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Guidé par Alain Chouraqui, président fondateur de la fondation du mémorial, il parvient à l'unique fenêtre d'où des mères se jetaient dans le vide avec leur bébé, il y a quatre-vingts ans. En juillet 1942, la gendarmerie faisait état de suicides des juifs, qui savaient que la mort de masse les attendait au bout des convois.

C'est à l'occasion des dix ans d'existence de ce mémorial qu'Emmanuel Macron s'est rendu au camp des Milles, accompagné des ministres de l'intérieur, Gérald Darmanin, et de l'éducation nationale, Pap Ndiaye. L'occasion aussi de s'extraire des pesanteurs quotidiennes pour rappeler, cinq mois seulement après avoir commémoré les 80 ans de la rafle du Vel-d'Hiv, que le régime de Vichy n'a jamais eu pour dessein de sauver des juifs, français ou étrangers. Son discours prononcé alors à Pithiviers (Loiret), le 17 juillet, n'avait, au goût de l'Elysée, pas assez imprimé les esprits. Ni calmé les démons qui agitent une frange de la société désinhibée lors de la dernière campagne présidentielle.

En 1995, Jacques Chirac a prononcé des mots restés dans l'histoire en reconnaissant que « la folie criminelle de l'occupant a été secondée par l'Etat français », répondant « aux exigences des nazis » « Chirac, c'était courageux ! Ici, l'actuel président franchit un pas de plus. Il dit que Vichy agissait en zone libre », appuie le chercheur Alain Chouraqui, qui s'est vu remettre la médaille de la légion d'honneur.

« Des victimes délibérées de l'Etat français »

Depuis le camp des Milles, ont été déportés vers Auschwitz 2 000 hommes, femmes et enfants juifs, dont une cinquantaine de bambins âgés de moins de 2 ans, que les nazis ne demandaient pas. « Cette France était exempte du joug des nazis. Ces derniers n'avaient pas exigé que les enfants soient inclus dans ces rafles, a souligné Emmanuel Macron, devant un public d'élus de la région, d'associations et de lycéens venus assister à la cérémonie. Oui, ces juifs furent les victimes délibérées de l'Etat français. »

Comme dans ses hommages passés, Emmanuel Macron a rappelé que l'antisémitisme d'Etat de Pétain et de Laval remonte à la fin du XIX^e siècle avec l'affaire Dreyfus, dans un glissement qu'illustre le camp des Milles. Dès 1939, les derniers gouvernements de la République en guerre y internent les étrangers vivant en France, Allemands et Autrichiens qui avaient pour la plupart fui le régime nazi, mais regardés comme des « sujets ennemis ». « Ici, ce fut la trahison par le régime de Vichy du droit d'asile. Les réfugiés devinrent des otages », a insisté Emmanuel Macron.

Après l'armistice de juin 1940, a-t-il rappelé, les « indésirables » de la zone libre, anti-franquistes et juifs persécutés en Europe, furent à leur tour internés dans l'ancienne usine. De juin à septembre 1942, enfin, le camp devint l'antichambre d'Auschwitz via Drancy (Seine-Saint-Denis) ou Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), sous autorité exclusivement française.

Le régime de Pétain n'épargne ni les réfugiés politiques, ni les étrangers ayant servi sous le drapeau français, ni les enfants juifs nés Français. Ici, la responsabilité de l'Etat français apparaît crûment. Il aura fallu trente ans de persévérance à Alain Chouraqui, aidé de Serge Klarsfeld et de Simone Veil, pour faire de l'ancien camp un lieu de mémoire et de transmission, sillonné depuis 2012 par 800 000 écoliers, étudiants, magistrats et policiers.

« Idéologies de division »

En juillet, à Pithiviers, d'où sont partis plusieurs convois vers Auschwitz, le chef de l'Etat avait visé entre les





lignes Eric Zemmour et ses partisans pour leur « falsification de l'histoire ». Une formule qu'il a reprise lundi en ciblant, cette fois, les forces politiques et intellectuelles qui se parent d'oripeaux républicains, appelant à « résister à ceux qui falsifient l'histoire, feignent d'adopter la République tout en trahissant ses valeurs ». « Le régime de la collaboration continue de recruter des adorateurs et il dispose toujours d'héritiers. Ne soyons jamais dupes des habits neufs que les mêmes idéologies de division répètent pour nous leurrer », a mis en garde le chef de l'Etat, en faisant mine de démasquer l'extrême droite.

Mais il a aussi visé l'autre bord du spectre politique, invitant à répéter « avec force contre le silence, les omissions ou les compromissions, que les victimes étaient des juifs ». Une allusion voilée à la coalition de La France insoumise, dont certains élus n'avaient pas spontanément honoré les victimes des rafles en tant que juifs. A l'image de Mathilde Panot, cheffe de file des députés « insoumis », qui avait enflammé les esprits en évoquant la sortie du chef de l'Etat sur novembre 2018 – il avait alors qualifié Philippe Pétain de « grand soldat » de la Grande Guerre. A la fin de la visite, le chef de l'Etat a paru soucieux en explorant la salle consacrée à la bascule des démocraties et à la mécanique pouvant conduire au pire. Contre « l'extrémisme nationaliste », Alain Chouraqui alerte sur l'« engrenage certes résistant, mais que pour l'essentiel nous revivons aujourd'hui », qui combine perte de repères collectifs, affaiblissement des institutions, rejet des élites et crispation identitaire.

Une spirale reprise par le chef de l'Etat dans son allocution. « L'antisémitisme, le racisme, toutes ces formes de rejet portent en elles l'anéantissement de toute humanité », a-t-il insisté en opposant encore « le révisionnisme des uns » et « l'euphémisme des autres » « Celui qui veut purifier au nom de son ethnie, de sa nation, de sa religion, commence par des outrages, poursuit par des incarcérations, termine par des assassinats », a-t-il énuméré dans un climat de montée des nationalismes en Europe, tout en appelant le corps social à « résister à cet engrenage » et à ériger « des remparts » face à la haine grâce à l'enseignement.

Les époux Serge et Beate Klarsfeld, qui l'accompagnaient, ont porté l'espoir de cette résistance de la société et de la transmission. L'inlassable défenseur de la mémoire de la Shoah, qui échappa à la Gestapo à l'âge de 8 ans, a rappelé qu'une majorité d'enfants juifs fut sauvée par les « braves gens », à contre-courant de la dictature pétainiste. Quelques instants avant, Emmanuel Macron cherchait l'octogénaire des yeux. « Il est là, Serge ! », s'était exclamé son guide, Alain Chouraqui, en désignant le mur d'exposition. Le chef de l'Etat se trouvait devant un cliché en noir et blanc qui le montrait, enfant, visage poupon et mèche rebelle sur le front, sourire confiant, sous le bras de son père Arno.

